



PREFECTURE DE L'EURE

ARRETE N° D3/B4-07-22 du 30 JAN. 2007 IMPOSANT A LA SOCIETE SARA LEE LA MISE EN PLACE D'UNE SURVEILLANCE DE LA QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES AU DROIT DE SON SITE INDUSTRIEL DE PONT-AUDEMER

LE PREFET DE L'EURE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu :

Le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V

Le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées

Le récépissé de mutation du 9 septembre 1993 transférant l'autorisation accordée le 2 juin 1975 à la Société BEECHAM PRODUCTS France pour son établissement de Pont-Audemer à la société KIWI FRANCE

Le récépissé de déclaration du 14 avril 1995 prenant en compte la modification des activités de l'usine, L'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales du 3 mars 1998 relatif au traitement des eaux résiduaires,

Le changement de raison sociale de la société exploitant l'établissement le 1^{er} juillet 1999 devenue SARA LEE

Le récépissé de déclaration du 29 décembre 2005 prenant en compte la cessation d'activité de l'établissement,

La consultation du maire de la commune de Pont-Audemer du 13 décembre 2005

Le rapport et les propositions en date du 28 novembre 2006 de l'inspection des installations classées

L'avis en date du 9 janvier 2007 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques

Le projet d'arrêté porté le 18 janvier 2007 à la connaissance du demandeur et la réponse de celui-ci du 23 janvier 2007,

Considérant :

- Que le dossier de mise en sécurité du site accompagnant la notification de cessation d'activité propose un usage futur du site de type industriel,
- Que le maire de la commune de Pont-Audemer n'ayant pas répondu dans les délais, son avis est réputé favorable,
- Qu'il est nécessaire, pour protéger les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, d'imposer les mesures de protection préconisées dans le mémoire sur l'état du site du 19 septembre 2006,

En application de l'article 18 du décret susvisé du 21 septembre 1977, et sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture

ARRETE

Article 1. OBJET

La société SARA LEE, dont le siège social est situé 22, avenue des Nations, BP 53902 Villepinte, F-95922 Roissy CDG Cedex, est tenue de procéder à une surveillance des eaux souterraines au droit de son site industriel situé zone industrielle - rue du 8 mai 1945 à PONT-AUDEMER (27500). Cette surveillance est réalisée conformément aux dispositions de l'article 2 ; celle-ci doit permettre de détecter une éventuelle migration des polluants.

Article 2. MODALITES DE SURVEILLANCE

La surveillance des eaux souterraines doit s'exercer au niveau des 5 piézomètres du site reportés sur le plan joint en annexe au présent arrêté pendant une période de 3ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

La fréquence des contrôles sera semestrielle, dont une en période de hautes eaux et l'autre en période de basses eaux.

Les échantillons seront prélevés en respectant les techniques d'échantillonnage en vigueur et seront conservés et manipulés conformément aux normes en vigueur. Ces procédures d'échantillonnage, de conservation, de manipulation et d'analyse seront strictement identiques pendant toute la durée de la surveillance de façon à permettre la comparaison facile entre les différents résultats obtenus et, ainsi, de suivre de façon pertinente l'évolution de la qualité des eaux souterraines. Si, du fait notamment de progrès scientifiques, techniques ou technologiques, des modifications devaient être apportées à la réalisation de ces différentes procédures, le responsable du site devra en informer au préalable, pour accord, l'inspection des installations classées en justifiant que ces modifications ne sauraient entraîner de variation significative des résultats.

Les paramètres recherchés seront :

Paramètres	Piézomètres				
	PZ4 (MW15)	PZ5 (MW7)	PZ3 (3.1.2.)	PZ2	PZ1
Hydrocarbures totaux	X		X	X	X
HAP	X	X	X	X	X
Solvants aromatiques (BTEX)	X	X	X	X	X
Solvants chlorés	X	X	X	X	X
Métaux lourds (Arsenic, cadmium, chrome, cuivre, nickel, plomb, zinc, mercure)	X	X	X	X	X

La nature et la fréquence des analyses pourront être révisées en fonction des résultats, après accord de l'inspection des installations classées.

Article 3. COMMUNICATION DES RESULTATS ET BILANS

Les résultats des analyses d'eaux souterraines seront transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 15 jours après communication par le laboratoire. Le rapport semestriel précisera a minima les points suivants :

- le responsable (SARA LEE, laboratoire ou autre), la date et la méthode de prélèvement (notamment la durée de pompage avant la prise d'échantillon) ;
- le mode de conditionnement, de conservation et de transport des échantillons ;
- la raison sociale, l'adresse et les accréditations et/ou agréments du laboratoire pour ce type d'analyses ;
- la date de réception des échantillons par le laboratoire ;
- s'il y a lieu, la date et la méthode de préparation des échantillons avant analyse ;
- la date et la norme des analyses.

Les analyses chimiques seront reprises sous la forme du tableau ci-dessous, accompagnées de commentaires sur les dépassements et sur l'évolution des concentrations.

Substance	Concentration	Evolution constatée	Valeur de référence (VCI usage sensible)	Commentaires

Si une anomalie est constatée, le responsable du site en informe immédiatement l'inspection des installations classées et en donne les causes possibles. En cas de détérioration notable de la qualité des eaux souterraines susceptible d'avoir des répercussions sur la santé humaine, l'inspection des installations classées pourra demander un renforcement de la surveillance ; ces dispositions se traduiront par un raccourcissement du délai entre 2 prélèvements.

Au bout de trois ans de surveillance, l'exploitant fournira à l'inspection des installations classées un bilan des mesures accompagné de commentaires sur les évolutions observées.

Article 4. ENTRETIEN ET PROTECTION DU PIEZOMETRE

L'exploitant veillera à l'entretien régulier des piézomètres.

La tête des piézomètres sera protégée efficacement contre tout risque de pollution ou de destruction (notamment par les véhicules).

Article 5. DISPOSITIONS DIVERSES

5.1. Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré à la juridiction administrative :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté lui a été notifié
- par les tiers, personnes physiques ou morales dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

5.2. Publication du présent arrêté

Un extrait dudit arrêté est déposé en mairie et peut être consulté par tout intéressé. Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de ces formalités sera adressé à la préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon lisible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

Ce même avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Eure.

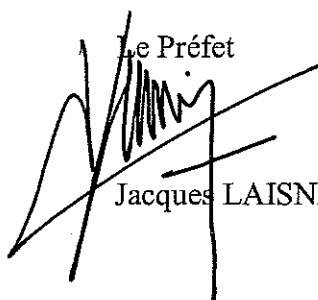
5.3. Application du présent arrêté


La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Eure, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, le Sous-Préfet de Bernay et le maire de Pont-Audemer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation dudit arrêté sera également adressée :

- à l'inspecteur des installations classées (DRIRE Eure),
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,
- au directeur départemental de l'équipement,
- au directeur régional de l'environnement.

EVREUX, le 30 JAN. 2007

Le Préfet

Jacques LAISNE



ARRÊTÉ N° D3/B4-07-22 IMPOSANT A LA SOCIETE SARA LEE LA MISE EN PLACE D'UNE SURVEILLANCE DE LA QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES AU DROIT DE SON SITE INDUSTRIEL DE PONT-AUDEMER	1
Article 1. OBJET	2
Article 2. MODALITES DE SURVEILLANCE.....	2
Article 3. COMMUNICATION DES RESULTATS ET BILANS.....	3
Article 4. ENTRETIEN ET PROTECTION DU PIEZOMETRE	3
Article 5. DISPOSITIONS DIVERSES	3
5.1. Recours.....	3
5.2. Publication du présent arrêté.....	4
5.3. Application du présent arrêté	4